Le Pacifique Nord est un théâtre géopolitique sensible. La transition de la Chine du rang de «puissance partielle» (David Shambaugh) à celui de puissance globale constitue un fait majeur.

«Sous la

protection

du parapluie

nucléaire

américain »

## La Chine dans le Pacifiq



#### par Paul Fivat

Ancien ambassadeur de Suisse Licencié en économie politique des universités de Bâle et de Lausanne. 30 ans de carrière au Département fédéral des affaires étrangères. Chef adjoint de la Mission suisse auprès de l'UE à Bruxelles de 1996 à 2002. Direction de la Division Moyen-Orient et Afrique du DFAE à Berne de 2002 à 2006. Ambassadeur de Suisse au Japon de 2006 à 2010

# Vues de Chine Beijing – Travailleurs du bâtiment Beijing – Iravailleurs du batiment La ville de Pékin et beaucoup de grandes villes chinoises sont sujettes à une incroyable croissance urbaine. Des milliers de travailleurs migrants de l'intérieur du pays arrivent pour travailler sur les sites de construction. Ils envoient la plus grande partie de leur salaire à leur famille, ne la voyant toutefois que rarement.

#### 1. Introduction

Un nouveau parallélogramme de forces est en train de naître sous nos yeux. Il exige des acteurs politiques concernés un consensus essentiel pour l'équilibre du système global. Or nous nous trouvons à un moment où les processus politiques internes viennent de désigner en Chine, au Japon, en Corée

du Nord et en Corée du Sud de nouveaux dirigeants qui manquent d'expérience et ne se connaissent pas.

2. Les questions sensibles dans le Pacifique Nord

Il n'existe pas d'organisation régionale de sécurité collective

dans le Pacifique Nord en dehors du cadre global de la Charte des Nations Unies. La gestion de cet espace géopolitique essentiel pour la stabilité du monde dépend largement du paradigme de l'équilibre des forces. La présence américaine en est encore l'épine dorsale. Cette présence a notamment assuré dans l'ensemble de la région la sécurité de la circulation maritime. Notamment la liberté de passage dans les détroits de Malacca et de Formose revêtent un aspect vital. Les efforts de structuration des relations politiques régionales par la création de divers forums et organisations (APEC, ASEAN plus 3, Sommet de l'Est asiatique, ASEM) sont avant tout économiques. De cette situation, deux conséquences. D'une part, une montée de la Chine et un développement de sa capacité - militaire, économique - de projection va naturellement impliquer un certain rééquilibrage. D'autre part, une diminution relative sans contrepartie du rôle prédominant des Etats-Unis pourrait susciter un vide. Or il est des questions en attente qui ne peuvent se résoudre que dans un cadre de convergence des objectifs et des méthodes. On note trois foyers potentiels de crise. Le premier, Taïwan, est pour l'instant inactif mais pourrait se raviver d'un jour à l'autre. Le second, la Corée du Nord, a déjà atteint un stade critique qui exige la concertation et l'action. Le troisième, les contestations territoriales, est en soi futile mais a pris la forme d'escarmouches larvées qui pourraient dégénérer rapidement. Un quatrième

théâtre, celui des relations avec la Russie, est important mais dépasse le cadre restreint de cette brève analyse<sup>1</sup>.

Question de Taïwan. Tout le monde sait que la réunification avec la Chine n'est qu'une question de temps. Mais, depuis la démocratisation à Taïwan, des velléités indépendantistes se sont fait sentir. Beijing a

> toujours fait preuve de grande nervosité sur ce point. La solution trouvée en 1997 pour le rattachement de Hong Kong sous l'étiquette de compromis «un pays, deux systèmes» aurait pu s'appliquer à Taïwan. L'ouverture économique de la Chine devrait également

faciliter les choses. Cela étant, on ne peut imaginer une modification du statu quo sans accord de la population. La construction d'une force militaire de projection par la Chine va accentuer la pression sur Taïpeh. Bien que Beijing se montre extrêmement sensible à toute livraison de matériel militaire, l'île restera sous la protection du parapluie nucléaire américain jusqu'à un règlement définitif.

Situation en Corée du Nord. Dans le sillage de la succession dynastique qui a vu le petit-fils du fondateur du régime accéder au pouvoir, on assiste à une intensification du programme nucléaire de Pyongyang. La Corée du Nord non seulement se moque des injonctions de la communauté internationale, mais paraît vouloir se doter d'un potentiel de frappe capable d'atteindre les territoires sud-coréen et japonais, mais aussi américain. Les négociations et pourparlers intervenus dans le cadre des «sixparty talks» qui se sont tenus à Beijing entre 2003 et 2009 (Chine, les deux Corées, Etats-Unis, Russie et Japon) n'ont jamais abouti. A Pyongyang, l'heure est aux provocations et aux outrances verbales. Tous ces éléments créent une situation alarmante. La Chine doit répondre aux attentes croissantes des Etats-Unis, de la Corée du Sud et du Japon. Elle constitue le principal soutien de Pyongyang. Mais Beijing ne veut en aucun cas un écroulement de ce régime, qui pourrait se solder soit par des désordres et une arrivée massive de réfugiés, soit par une réunification de la

### ue-Nord

Corée sous des auspices qu'elle considèrerait comme défavorables. En même temps, la Chine se rend compte du danger et désire tout faire pour éviter, le cas échéant, une nucléarisation de la Corée du Sud. Ce qui surprend, c'est l'incapacité démontrée à ce jour par les dirigeants chinois à réellement influencer Pyongyang.

Questions territoriales. Beijing revendique un certain nombre d'îlots et îles situés au large de ses côtes: îles Senkaku/ Diaoyu (envers le Japon), îles Paracels (envers le Vietnam), îles Spratley (face au Vietnam, aux Philippines et à la Malaisie. La Chine a développé depuis 2009 une attitude plus revendicative et paraît vouloir tester les pays concernés en envoyant sa marine (et ses pêcheurs) dans les eaux contestées. Le problème est complexe car il se double d'une question d'interprétation du droit de la mer. Alors que les petits pays de la région n'ont que des moyens diplomatiques à disposition, le Japon – pour des raisons de politique intérieure mais aussi, peut-être, pour prévenir de nouvelles surenchères pouvant affecter Okinawa - a décidé de faire jouer ses muscles. Les incidents auxquels on a assisté récemment ont créé une situation d'insécurité qui peut conduire à des erreurs dangereuses.

#### 3. Les contours d'une solution équilibrée conforme à l'intérêt global

On peut admettre que la Chine ne poursuit pas une illusion hégémonique alors que le système global est devenu multipolaire et fortement interdépendant. Du côté chinois, les risques peuvent dès lors provenir de stratégies imprudentes de projection dans l'inévitable transition de puissance partielle à puissance globale. De telles imprudences ne pourraient qu'entraîner les pays du Pacifique à se liquer dans une démarche défensive, voire générer une nouvelle course aux armements dans la région. Du côté des autres acteurs majeurs tels que les Etats-Unis et le Japon, le danger est celui d'une surréaction débouchant sur la vieille idée d'endiguement containment, idée dépassée au vu de l'intégration économique, du rôle de la Chine dans la croissance générale et des défis globaux qui caractérisent le monde contemporain.

Le message que l'on peut adresser à la Chine, c'est qu'elle a les cartes en main pour une transition sans heurts si elle sait reconnaître à temps ses limites et la bonne marche à suivre. Les dirigeants chinois ne sauraient penser qu'ils peuvent réaliser la cohésion interne sur la base d'un nationalisme xénophobe nourri par les ressentiments du passé. Une partie significative des tragédies qu'a connues la Chine durant les cent cinquante dernières années furent d'origine interne. Beijing doit également reconnaître que le gain d'influence dans les affaires du monde ne peut aller sans une prise de responsabilités et sans le plein respect du droit international. Certes, ce droit a été inspiré par l'Europe et reflète une vision libérale. Il n'en constitue pas moins aujourd'hui le code reconnu de valeurs universelles que la Chine a adopté en adhérant à l'ONU et aux autres organisations internationales. Il ne s'agit ici ni de politique ni de morale, mais de contrats signés qui doivent être honorés2.

Plus précisément, la prospérité de la Chine passe par la prospérité de l'ensemble du système global. La vigueur de son développement économique l'a mise dans la position d'un créancier de premier plan, l'unissant en une solidarité de fait avec ses clients, ses fournisseurs et ses débiteurs. De même, les problèmes de pollution ne s'arrêtent pas aux frontières. C'est l'intérêt vital de sa population qui commande que la Chine participe avec ses partenaires aux efforts de lutte contre la pollution et contre le réchauffement climatique. Au demeurant, Beijing est appelée à user de son influence pour régler les crises politiques qui affectent la stabilité mondiale. Elle doit aussi faire preuve de transparence et rechercher le dialogue avec ses partenaires pour démontrer la légitimité et la nature pacifique de ses prétentions. S'agissant des points immédiats de friction au large de ses côtes, seules la coopération et la négociation sont aujourd'hui de mise. Si des îlots inhabités déterminent des zones de pêche et l'accès à des ressources minières et énergétiques, c'est justement le mérite de l'économie de marché et du libre-échange d'ouvrir la porte à des exploitations communes et de permettre le libre accès sur une base de raison. Des solu«Le gain d'influence dans les affaires du monde ne peut aller sans une prise de responsabilités»

tions concrètes sont assurément disponibles quand la volonté politique existe. Et c'est sur la base du droit international que pourra être évitée une véritable crise de Corée. Dans ce contexte, il est encourageant de voir que la Chine a soutenu les sanctions décidées récemment par le Conseil de sécurité à l'égard de Pyongyang.

- D'un côté, des intérêts évidents lient les deux acteurs, tant au plan commercial (énergie) qu'au plan politique (Etat fort et dirigiste). Ces convergences paraissent suffire pour l'établissement d'un «partenariat stratégique» aux objectifs limités. Il est intéressant de noter, par exemple, que la Russie a livré durant les dernières années à la Chine des armements modernes qui ont permis au régime de Beijing d'acquérir un savoir-faire dans le domaine de la technologie militaire de pointe. Cela étant, on ne saurait ignorer des facteurs à long terme qui ont toujours généré la compétition et la méfiance et qui peuvent surgir à nouveau si la puissance chinoise s'affirme de manière trop rapide et
- <sup>2</sup> Un élément susceptible de générer la confusion dans les signaux émis par la Chine contemporaine à l'intention de la communauté internationale a trait à la faiblesse de sa capacité diplomatique et à l'ancrage manifestement lacunaire de la politique étrangère dans les centres du pouvoir réel En fait, chaque grande puissance a sa part d'autisme, mais la prééminence de la scène intérieure sur le monde extérieur est notoire en Chine. On note en particulier que, dans la nouvelle équipe qui vient d'entrer en fonction à Beijing, aucun des 25 membres du bureau politique du parti communiste n'a d'expertise en matière de politique étrangère. C'est encore moins le cas du comité permanent de 7 membres de ce même bureau politique, dont font partie le Président Xi Jinping et le Premier Ministre Li Keqiang. Le nouveau Ministre des Affaires étrangères Wang Yi n'appartient pas aux cercles les plus influents du pouvoir. Les partenaires de la Chine doivent inclure dans leurs calculs cette inexpérience. et le manque de sensibilité aux conséquences extérieures de la politique intérieure chinoise.